

ÉCONOMIE – DÉMOGRAPHIE

Zahra TOUACHE-RAWAS*

Pourrions-nous introduire cette bibliographie économique sur les pays du Maghreb pour l'année 1997 sans poser, une nouvelle fois, la question sur la place qu'occupe cette partie du monde dans la littérature économique. En effet, même si ce dépouillement reste certes incomplet, la baisse des écrits sur l'économie des pays du Maghreb est de plus en plus frappante. Peut-être est-ce préférable à ce que vivent les pays asiatiques qui occupent le devant de la scène, malheureusement en offrant aux analystes les éléments d'une des crises les plus sévères de cette fin de siècle. Il n'y a pas très longtemps c'étaient ces mêmes pays qu'on présentait comme modèle de développement aux pays du tiers monde en général, et à ceux du Maghreb en particulier. Il est évident que la situation asiatique est à prendre en considération, car si elle n'a pas livré de modèles, elle a cependant démontré les limites d'une pensée unique qui présente le développement comme la suite logique d'une tendance à plus de libéralisme et d'économie de marché.

Les pays du Maghreb qui attirent de moins en moins l'attention des analystes, sauf quelques spécialistes fidèles, offrent pourtant une matière première riche à la réflexion. En effet, ils restent confrontés à tous les défis (Chômage, structures productives, problèmes de financement, rôle des secteurs privé et public, place des exportations dans l'économie...). Rappelons que la bibliographie ci-dessous est loin de contenir tous les écrits sur les économies de cette région du monde, cependant en l'analysant on peut tirer quelques remarques :

- la plus classique est celle de la rareté de la faible représentation des économies libyenne et mauritanienne;
- une bonne production scientifique sur l'économie marocaine, du moins sur le plan quantitatif et en majorité produite par des marocains. La diversité des sujets est également à relever.
- une production intermédiaire sur les économies algérienne et tunisienne.

Il ressort également de cette bibliographie une multiplicité de travaux et de publications sur l'intégration euro-méditerranéenne ; on peut se demander si l'avenir des pays du Maghreb se trouve ainsi irrévocablement hypothéqué par cette intégration. En effet, cette dernière est mise au premier plan avant même l'intégration du Maghreb dans son ensemble. Est-ce parce que celle-ci, pour diverses raisons, reste bloquée et que face à un mouvement de mondialisation et de regroupements régionaux, chaque pays du Maghreb est appelé à tirer avantage de cette évolution et à prendre place dans un nouveau système économique mondial ?

* Doctorante Aix-Marseille II.

Analyses

• **Globalisation et compétitivité : les dynamiques des systèmes productifs dans le contexte de libre-échange**, sous la direction de Fouad Sefrioui, Rabat, Esprit, Babil, coll. Travaux et recherches du réseau Esprit, 1997, 231 p.

(Quelques contributions de ce collectif ont été analysées ci-dessous).

– SEFRIOUI Fouad – **La dynamique ajustement structurel-croissance industrielle face aux impératifs de la libéralisation – l'expérience marocaine**, p. 109-136.

L'économie mondiale a connu des bouleversements qui ont eu des retombées directes sur l'évolution et la dynamique de croissance, essentiellement de sa composante industrielle. Les effets étaient différents d'un pays à un autre, mais un point commun a réuni tous les pays : leur recours au financement extérieur. Le Maroc a adhéré à la logique des années 1970, qui l'a placé dans un cycle d'économie d'endettement. Les grandes distorsions entre le fonctionnement de ce cycle et celui de la croissance ont abouti à une crise de surendettement qui était à l'origine de l'application des PAS (Plan d'Ajustement Structurel).

À travers ses plans de développement, le Maroc s'est engagé dans un effort considérable d'investissement. L'augmentation des prix du phosphate devait permettre le financement. L'administration a elle-même, connu une croissance dont le résultat aboutit à des pressions sur la balance budgétaire et sur les autres variables économiques. Les investissements effectués étaient fortement capitalistiques, faibles en retombées sur la valeur ajoutée.

Plusieurs facteurs ont précipité la crise : retournement du marché des phosphates, l'impact du premier choc pétrolier qui était le gonflement de la facture pétrolière et l'augmentation des prix des importations des biens intermédiaires et d'équipements. Au niveau interne, la politique budgétaire et monétaire qui ont été pratiquées ont abouti à des distorsions (marocanisation, efforts en défense nationale, augmentation des dépenses ordinaires et des dépenses d'investissement, recours au crédit pour le financement et pratique des taux d'intérêt réels négatifs,...). Le résultat de l'adjonction de tous ces facteurs est la déclaration d'une crise caractérisée par l'épuisement des réserves de changes, l'accumulation d'arriérés de paiements, un déficit chronique de la balance de paiements...

Les PAS, préconisés par le FMI et à travers tous leurs volets (politique commerciale, politique des prix et des salaires, politique budgétaire,...), ont orienté les économies endettées vers une libéralisation contre laquelle on leur assurait un accès minimum aux aides financières.

Depuis le début des années 1980, le taux de croissance annuel moyen a été de 5,4%. C'est un taux qui ne permet pas d'impulser une véritable dynamique de croissance d'autant plus que le taux de croissance tend à la baisse et que la croissance se fait à la base de l'extension des emplois et non d'une augmentation de la productivité. Les secteurs les plus dynamiques sont l'habillement, la métallurgie de base, la fabrication du matériel électrique et électronique et certaines branches de l'industrie alimentaire. L'industrie marocaine a été dominée dans un premier temps par une logique d'import substitution qui a été rendue possible grâce à une protection des pouvoirs publics. Le secteur industriel reste tributaire de l'importation des biens d'équipement. Une forte concentration régionale de l'industrie au centre et au Nord ouest se vérifie au

niveau de l'emploi et de la valeur ajoutée. Les efforts d'aménagement entrepris par les pouvoirs publics amorcent un certain changement.

Les exigences d'ouverture imposées par les PAS nécessitent la poursuite des réformes. Une restructuration du tissu industriel est nécessaire pour parer au problème de la concurrence des NPI, ou des autres pays de la Méditerranée qui opèrent un rapprochement avec l'Union européenne. L'essentiel doit porter sur l'établissement d'une politique de formation appropriée.

Zahra TOUACHE-RAWAS

– CALLEJON Maria, GARCIA Gemma – **Effets commerciaux de l'établissement d'un accord de libre-échange entre l'union européenne et le Maroc**, p. 137-166.

Nombre de théoriciens se forcent de démontrer les bienfaits d'une libéralisation économique. Cependant, la causalité libéralisation, croissance économique n'est pas sans équivoque ne serait ce qu'en matière d'industries naissantes qui exigent une libéralisation contrôlée sinon une protection. Dans le projet d'établissement d'une zone de libre échange entre l'Union européenne et le Maroc, ce dernier constitue un partenaire asymétrique, faute d'une intégration de l'UMA. Le Maroc offre plusieurs potentialités dans certains secteurs, il offre également une demande potentielle très importante dans le cas d'une relance de la dynamique de croissance.

Le commerce du Maroc avec l'Union européenne est concentré sur un nombre limité de produits. D'autre part, les produits exportés par le Maroc présentent beaucoup de similitude avec ceux d'autres pays exportateurs vers l'Union. La performance commerciale du Maroc reste faible et le degré d'ouverture est inférieur à celui des années 1960.

Une étude basée sur différents indices permet de conclure que le Maroc dispose d'avantages comparatifs dans la production des produits suivants : produits de la mer, produits agricoles, phosphates et dérivées, habillement.

Une élimination des barrières tarifaires sur les importations marocaines par l'Union européenne aurait pour effet une augmentation de ces importations. Les secteurs les plus bénéficiaires seraient l'habillement et la production agricole. Dans un processus de suppression de barrières tarifaires, le Maroc gagne en voyant sa part de marché augmenter. Les consommateurs des pays de l'Union profiteraient de la baisse des prix. Par contre ceux qui perdraient seraient les producteurs.

Dans l'autre sens, une suppression des barrières aurait pour résultat une augmentation des importations du Maroc de plus de 5 % sur toute la période de transition qui s'étale sur douze ans (selon l'élasticité prix des importations adoptée). Le résultat global pour le Maroc serait une augmentation des importations plus forte que celle des exportations et par la suite une pérennisation du déficit commercial.

Zahra TOUACHE-RAWAS

– AMMOUS Abdelfettah – **Les transports maghrébins**, p. 177-179.

Les transports maghrébins pendant la période 70-94 sont caractérisés par une nette prédominance des transports terrestres (routier et ferroviaire). Le réseau routier connaît une faible croissance annuelle avec une dégradation continue alors que le parc des véhicules augmente. L'augmentation de la population, celle du revenu national et du taux d'urbanisation expliquent la croissance du parc véhicules. Le transport routier de marchandise représente 52 % de l'ensemble du trafic de marchandise et cette proportion ne cesse d'augmenter.

Une certaine spécialisation de la route dans le transport de marchandises fait concentrer ce dernier sur des produits agro-alimentaires, pétroliers, et matériels de construction.

Les transports ferroviaires de voyageurs gardent une structure qui remonte à l'époque coloniale. Répondant à une logique d'alors, les réseaux ferroviaires souffrent d'insuffisance quant à la liaison entre les différentes régions des différents pays. Leur concentration sur les pôles de croissance spécialement maritimes engendre une saturation doublée d'un manque d'entretien. Les transports ferroviaires de marchandises portent sur un nombre réduit de produits (miniers et énergétiques, produits de construction). Ils connaissent une sensible augmentation.

Les transports aériens de passagers sont surtout importants pour les liaisons avec l'extérieur. Au Maroc et en Tunisie, ils sont surtout fonction d'afflux touristiques, en Algérie, de la mobilité de la main-d'œuvre émigrée. Largement dépendant de la conjoncture internationale, ce trafic se concentre essentiellement sur Europe du Sud (75 %). Les vols internes sont importants en Libye, Algérie et Maroc et sont faibles en Tunisie et Mauritanie. Le transport aérien de marchandises est faible.

Le transport maritime des passagers est très faible. Il représente 0,5 % des voyageurs transportés par les différents modes de transport au Maghreb. Sur le plan externe, il est réservé à la main-d'œuvre émigrée ; il est quasi inexistant sur le plan interne. Par contre en ce qui concerne le transport de marchandises, la voie maritime est prépondérante (en 1994, 95 % du commerce extérieur maghrébin a été acheminé par voie maritime). Cependant, des problèmes persistent quant à la capacité limitée des navires, leur obsolescence, sous-équipements des ports, insuffisances des investissements, absence du cabotage intra et inter pays maghrébins.

On remarque une importance croissante du secteur des transports dans le PNB, avec une augmentation du taux de croissance des transports supérieure à celle du taux de croissance du PNB. Ceci témoigne du rôle moteur que peut jouer ce secteur dans l'entraînement d'une activité économique.

Zahra TOUACHE-RAWAS

– CHAABANE Abdelkader – **Libéralisation monétaire, financière et globalisation : cas de la Tunisie**, p. 221-231.

Après l'application des PAS en Tunisie, des réformes financières ont eu pour but d'éliminer la répression financière et de passer à une économie de marchés financiers. Dans une logique des PAS, la politique monétaire vise la maîtrise des taux d'inflation sur le plan interne et le contrôle des taux de change sur le plan externe. On peut placer la Tunisie dans le rang des marchés financiers émergents. Ces derniers se sont développés depuis le début de la décennie 90 et marquent un retour des flux financiers vers les pays en voie de développement. Les réformes du système financier en Tunisie ont touché les marchés financier et monétaire, les banques et la réglementation des changes. Le marché monétaire s'est ouvert à de nouveaux intervenants afin d'activer la concurrence. L'État joue un rôle régulateur. De nouvelles lois visent à rendre les marchés financiers plus mobilisateurs de l'épargne. Des avantages fiscaux ont été accordés pour renforcer le financement de l'économie. Les investissements directs étrangers ont été encouragés.

Une comparaison entre la place financière de Casablanca et celle de Tunis permettrait d'apprécier la performance régionale de cette dernière. La capitalisation boursière reste plus élevée à la bourse de Casablanca. Il va de même pour

le rapport capitalisation boursière/PIB (9% au Maroc, 6% en Tunisie en 1994). Le Maroc et la Tunisie sont parmi les plus petits et les moins liquides marchés émergents, mais ils offrent paradoxalement des rendements sur dividendes parmi les plus élevés. Un effort au niveau de la transparence sur les marchés reste à faire. Les programmes de privatisation sont susceptibles de redynamiser les marchés dans un contexte où la structure familiale domine toujours le milieu d'entreprise. Les profits dégagés sont généralement utilisés dans la spéculation financière et rarement réinvestis.

Zahra TOUACHE-RAWAS

• **EL JAI Mustapha – Le crédit jeunes promoteurs. Diagnostic et avenir.** Casablanca, Impr. Najah El Jadida, 1997, 149 p.

À partir des années soixante-dix, le Maroc connaît un déséquilibre de ses comptes extérieur et budgétaire. Ceci l'a amené à l'application des PAS. Le chômage est l'une des caractéristiques de l'évolution de l'économie marocaine. Il ne cesse d'augmenter surtout en milieu urbain. Le chômage touche essentiellement des jeunes et l'arrivée de jeunes diplômés sur un marché de travail non demandeur dégage un chômage de cadres. C'est dans ce contexte que la loi dite jeunes promoteurs a été instaurée le 30 décembre 1987.

Le présent ouvrage offre une étude intéressante sur cette loi en tant que mode de financement de l'économie. Il commence par l'analyse des formes de financements offerts aux PME antérieures à la loi 36/87. Il en conclut une inadéquation de ces formes et situe le crédit jeunes promoteurs dans la perspective de faire mieux en matière d'insertion des jeunes.

Une analyse qualitative de la loi englobe l'étude de son esprit et du texte qui nous ont informé sur les bénéficiaires, le financement, les modalités de remboursement, le recouvrement de contentieux. Elle présente également la loi vu par les opérateurs économiques. Des entretiens avec les différents opérateurs ont soulevé de multiples handicaps à l'application de cette loi : retard dans le déblocage des fonds de l'État, indisponibilité des terrains et des locaux, lenteurs administratives, manque d'esprit d'entrepreneuriat, réticence de certaines banques...

Une analyse quantitative s'est faite en s'appuyant sur des entretiens avec des candidats. L'ensemble des entretiens conclut en un ensemble d'entraves au bon fonctionnement de cette loi : insuffisance de l'information, complexité des formalités, difficultés du démarrage des projets, mauvaise gestion...

Une dernière analyse statistique a montré : la prédominance des professions médicales, la concentration des projets dans le centre du pays, un taux de contentieux très élevé (15% pour les professions libérales, 32% pour l'industrie et les métiers issus de la formation professionnelle).

L'appréciation portée par l'auteur sur la loi jeunes promoteurs après ses différentes analyses l'amène à reconnaître l'intérêt que présente une pareille loi. En effet, le cadre juridique reste intéressant même comparé à ceux de certains pays développés comme la France et le Canada. Cependant, plusieurs goulots d'étranglement subsistent quant au fonctionnement de la loi. L'auteur en posant la question suivante : « Est-ce que ce sont les circonstances et le laps de temps dans lesquels le système a vu le jour qui en sont les causes ? ou bien c'est tout notre environnement économique qui n'est pas propice à la promotion de la loi dite jeunes promoteurs en particulier et la création d'entreprises en général ? », se penche vers le fatalisme. Cependant, ses développements ultérieurs l'amènent à tirer des conclusions et à formuler des propositions concrètes afin d'améliorer la portée de la loi étudiée.

Zahra TOUACHE-RAWAS

• **AZZOUZI Bouzid – PME et stratégie de développement au Maroc.**
Rabat, A compte d'auteur, 1997, 399 p.

Pour nombre d'auteurs, l'indépendance économique passe nécessairement par une industrialisation. Dans la théorie économique, la PME présente beaucoup d'avantages : mobilisation de l'épargne, abaissement des coûts de la production, lutte contre le chômage, aménagement du territoire équilibré...

La problématique de l'auteur part de plusieurs questions : quelles sont les contraintes et les opportunités des PME ? Ont-elles réussi à occuper leur place dans la stratégie de développement ? Les moyens ont-ils été suffisants ?

L'ouvrage dresse donc un diagnostic du développement des PME et par la suite leurs perspectives tout en adoptant une étude théorique et pragmatique. Après un long exposé des difficultés de la définition de la PME, l'auteur passe à l'analyse de son environnement. En effet, la structure d'encadrement englobe des institutions administratives (différents ministères, office de la formation professionnelle et de la promotion du travail...), para-administratives (CNJA, confédération générale économique marocaine...) et des bailleurs de fonds comprenant la BNDE et le système bancaire. L'analyse de ces structures d'encadrement aboutit au constat d'un éclatement au niveau des bailleurs de fonds et du cadre administratif conjugué à une absence d'initiation. La solution serait alors la création d'un seul organisme qui sera chargé de toutes les questions liées à la PME.

Dans une deuxième partie est présenté un diagnostic qui comprend une analyse du code des investissements, une étude des difficultés et faiblesse des PME. De la première analyse ressort que le code d'investissements présente des avantages fiscaux et douaniers, financiers, des avantages liés au régime de change et d'autres liés à la prise en charge par l'État d'une partie de l'infrastructure. L'examen de ce code montre qu'il n'y a pas de grandes différences entre les avantages accordés aux grandes entreprises et ceux accordés aux petites, sinon une prime pour la création d'emploi qui, en fait, n'a jamais été déboursée. Le seul avantage réel pour les PME est de pouvoir bénéficier de prêt sur certaines lignes de crédit.

Dans les difficultés que rencontre la PME, l'auteur détecte des handicaps de tout ordre : administratif, retard de déblocage des crédits, manque d'information et de formation, défaillance des études qui précèdent la création de l'entreprise, mauvaise gestion, problème d'approvisionnement, concurrence... Quant aux faiblesses structurelles de la PME, elles concernent l'état des équipements, la faiblesse du capital, de la commercialisation de la technicité et l'absence de marketing... Il est donc nécessaire de procéder à une restructuration de l'environnement de la PME tout en essayant « d'inculquer la philosophie devant sous-basser la formation de l'entrepreneur national. » L'étude du financement de la PME (procédure simplifiée accélérée, ligne pilote, programme d'assistance intégré) fait ressortir une concentration sectorielle sur deux secteurs : industrie du textile et du cuir et l'industrie alimentaire et une concentration régionale sur le centre et le nord-ouest.

Dans une deuxième partie, l'auteur présente une stratégie de développement de la PME qui part de l'action dans le milieu local pour arriver à l'intégration de la PME dans le milieu international à la recherche de la coopération avec des entreprises étrangères.

Les résultats de l'étude entreprise dans cet ouvrage sont une conclusion que la PME n'a pas pu réaliser les objectifs qu'on lui a assigné vu toutes les entraves que croise son fonctionnement. Il est donc nécessaire de rester à la recherche des structures adéquates pour le développement de la PME.

Zahra TOUACHE-RAWAS

- **TEBOUL René – L'intégration économique du bassin méditerranéen.** Paris, L'Harmattan, 1997, 264 p.

L'idée de l'unité de la Méditerranée est très ancienne, mais elle a évolué au sein d'un prisme de la pensée libérale à se demander si le but étant d'assurer le développement de la rive sud ou de trouver des débouchés à la rive nord. Malgré l'hétérogénéité, l'espace méditerranéen est en train de se construire. L'ouvrage tente d'évaluer le potentiel économique du bassin méditerranéen, en considérant la dynamique démographique et les possibilités de complémentarités entre les différentes structures productives. Une première partie traite des problèmes généraux de la Méditerranée. Une deuxième partie essaye de déterminer le champ de complémentarité des différents pays à travers les orientations des échanges. La troisième partie est consacrée, elle, à l'analyse des flux financiers, mettant l'accent sur la pénurie des capitaux chez les pays de la rive sud.

L'ouvrage se propose d'ouvrir la voie à des réflexions sur la politique économique et le renforcement de l'intégration euro-méditerranéenne. L'auteur s'interroge sur la viabilité de la recherche des avantages comparatifs comme voie du progrès économique et social surtout chez les pays du sud de la Méditerranée. Le déséquilibre qui sépare une Union Européenne avec un niveau de vie très élevé et le reste du bassin qui pâtit sous différents problèmes essentiellement une explosion démographique fait de la Méditerranée une zone très active sur le plan des flux migratoires. L'étude des échanges entre les différents pays et groupes de pays démontre que plus d'ouverture n'a pas profité aux économies méditerranéennes défavorisées. La poursuite de l'ouverture suscite chez l'auteur une crainte du démantèlement des structures productives de ces pays. Une approche technique utilisée dans l'étude des échanges méditerranéens a montré l'importance de la proximité géographique, ainsi qu'une polarisation autour de l'Union Européenne.

L'étude de la sphère financière de cet ensemble passe par le poids écrasant de l'endettement extérieur des pays pauvres de la Méditerranée, de la persistance de leurs besoins de financement. L'aide au développement est très insuffisante et reste mal structurée dans le temps et dans l'espace.

L'intégration méditerranéenne avance mais de manière chaotique. Elle se heurte à un ensemble d'handicaps. Alors qu'elle doit passer par une diffusion des normes de production et de consommation, elle se heurte aux spécificités nationales et à la rigidité des structures productives. L'avenir passe par un contrôle démographique obligé, un renforcement des économies nationales, une réorientation de l'aide au développement et une production agricole destinée au marché intérieur plutôt qu'à l'exportation.

Zahra TOUACHE-RAWAS

Bibliographie en langue européenne*

MAGHREB – MONDE ARABE

– AVETA Ester – Le aree di intervento : ipotesi per lo sviluppo, *in* **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I. Caruso, E. Petroncelli (eds), Napoli, Edizioni scientifiche, 1997, p. 579-610.

– CARLI Maria Rosaria – La rete dei trasporti e le squilibri territoriali, *in* **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I. Caruso, E. Petroncelli (eds), Napoli, Edizioni scientifiche, 1997, p. 445-488.

– CARUSO Immacolata, PETRONCELLI Elvira eds. – **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, Napoli, Edizioni Scientifiche Italiane, coll. « Monografie e miscellanee », 2, 1997, 624 p.

Cet ouvrage présente les résultats de la première phase des projets de recherche « l'union maghrébine arabe et le développement socio-économique de la région en termes de compatibilité de milieu » et « Transformations territoriales et valorisation du milieu anthropique » qui ont mobilisé vingt chercheurs du CNR italien. Cette étude met en évidence les potentialités économiques de l'Algérie du Maroc et de la Tunisie et le rôle que ces pays peuvent jouer dans le cadre de l'économie méditerranéenne. (Résumé auteur).

– CORNIA Giovanni Andrea – La nouvelle priorité des programmes d'ajustement structurel, *Afrique 2000*, 26, 1997, p. 81-89.

– FERRAGINA Eugenia – L'acqua, fattore strategico della crescita economica nel Maghreb, *in* **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I. Caruso, E. Petroncelli (eds), Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 417-443.

– GONON Jean-Pierre – Mondialisation et régionalisation : conséquences et perspectives pour les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, *Mondes en développement*, 25 (98), 1997, p. 43-50.

– HERGLI Moncef, ZOUARI Ezzedine – Développement durable et stratégie de protection de l'environnement au Maghreb, *in* **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I. Caruso, E. Petroncelli (eds), Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 489-518.

– IDALI Omar – Les difficultés des échanges entre l'UE et le Maghreb, *Le Nouveau Siècle : revue de stratégie*, 36, 1997, p. 87-99.

* Dépouillement effectué par Viviane FUGLESTAD.

- KERDOUN Azzouz – La protection des biens environnementaux dans le cadre du développement durable, *Annales de l'URAMA*, vol. 1, édition 1997, p. 7-14.
- KHADER Bichara.– Les Relations économiques euro-arabes : bilan d'un quart de siècle : 1973-1997, *Les Cahiers du monde arabe*, (133), 1997, 28 p.
- KHADER Bichara – Les nouveaux accords entre l'union européenne et les pays arabes, *Confluences Méditerranée*, 21, 1997, p. 17-26.
- **National accounts studies of the ESCWA region.** – New York, United Nations, 17, 1997, 188 p.
- PACE Giuseppe – La tutela ambientale nel Maghreb : problematiche e prospettive, in **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I. Caruso, E. Petroncelli (eds), Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 519-576.
- VENDITTO Bruno – La cooperazione euro-mediterranea : il caso maghrebino in **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I. Caruso, E. Petroncelli (eds), Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 211-237.
- ZAIM Fouad – L'intégration régionale au Maghreb, un impératif à l'heure de l'espace économique euro-méditerranéen, in **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I. Caruso, E. Petroncelli (eds) Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 239-254.

MÉDITERRANÉE

- ALLAYA Mahmoud – **MEDAGRI : Annuaire des économies agricoles et alimentaires des pays méditerranéens et arabes 1997.** DEBABI Isabelle, collab., CAZALET Laurent, collab. – Montpellier, IAM, 1997, 455 p.
- BENHAYOUN Gilbert, CATIN Maurice, REGNAULT Henri, dirs – **L'Europe et la Méditerranée : Intégration économique et libre échange.** – Paris, L'Harmattan, 1997, 188 p.
- BENISSAD Hocine – Le plan d'ajustement structurel, *Confluences Méditerranée*, 23, automne 1997, p. 107-118.
- BOUDAHRAIN Abdellah – Pour une Ethique d'un partenariat euro-méditerranéen, *Le Nouveau Siècle : revue de stratégie*, 32, 1997, p. 131-144.
- CHATELUS Michel – L'Énergie dans la construction d'un espace Euro-Méditerranéen, *Les Cahiers du monde arabe*, (132), 1997, 34 p.
- CORDELLIER Serge, DIDOT Béatrice, dirs – **L'Etat du monde 1998 : Annuaire économique et géopolitique mondial.** – Paris, La Découverte, 1997, 704 p.

– COUSSY Jean – L'appui de l'Union européenne aux ajustements structurels, *Cahier du GEMDEV*, 25, 1997, p. 197-211.

– DRYEF M'hammed – **Le développement du Maroc méditerranéen : le rôle de l'État**, in *Les zones défavorisées méditerranéennes : études sur le développement dans les territoires ruraux marginalisés*, Bernard Roux et Driss Guerraoui (dirs.), Casablanca, Les éd. Toubkal, Paris, L'Harmattan, coll. Histoire et perspectives méditerranéennes, 1997, p. 41-50.

Les rives de la Méditerranée connaissent une pression démographique à caractère urbain et spécialement littorale. Ceci engendre un déséquilibre entre ressources naturelles et besoins de la population. La zone nord du Maroc est un exemple de ce déséquilibre. C'est une région conditionnée par les contraintes liées à sa géographie. Son apport à l'économie nationale est très faible. Son agriculture est de type traditionnel à faible rendement. La population locale répond en recherchant d'autres activités économiques d'appoint telle que l'émigration. L'action des pouvoirs publics s'est faite à travers des codes d'investissement et des programmes d'urgence qui visent la création d'une infrastructure et l'encouragement d'activités comme la pêche, l'énergie, les mines...

– EL MALKI Habib, préf. – **L'Annuaire de la Méditerranée 1997**. – Paris : Publisud, Rabat, GERM, 1997, 468 p.

– KHADER Bichara – Evolution démographique, créations d'emploi et coopération internationale en Méditerranée, *Les Cahiers du Monde Arabe*, (135), 1997, 45 p.

– NAFII Mohamed – La dimension méditerranéenne de l'union européenne à la veille du XXI^e siècle, *Finances et Développement au Maghreb*, 19 et 20, 1997, p. 41-62.

– **Rapport annuel 1996-1997**. – New York, PNUD, 1997, 36 p.

– **Rapport annuel 1996**. – Luxembourg, BEI, 1997, 127 p.

– ROUX Bernard, GUERRAOUI Driss, dirs – **Les Zones défavorisées méditerranéennes : Etudes sur le développement dans les territoires ruraux marginalisés**. – Casablanca, Les Ed. Toubkal, Paris, L'Harmattan, 1997, 361 p. (Cf. Compte rendu).

– SEFRIOUI Fouad, dir. – **Globalisation et compétitivité : Les dynamiques des systèmes productifs dans le contexte de libre-échange**. – Rabat, Babil, 1997, 231 p. (Travaux et recherches du réseau esprit). (Analyse *supra*).

– **Statistical abstract of the ESCWA region** – vol. 17. – New York, United Nations, 1997, 491 p.

– TEBOUL René – **L'Intégration économique du bassin méditerranéen**. Paris, L'Harmattan, 1997, 264 p. (Analyse *supra*).

ALGÉRIE

– ALAYA Hachémi – Ouverture et croissance économique : Les conditions de l'ouverture de l'économie tunisienne, *Finances et Développement au Maghreb*, 19 et 20, 1997, p. 2-9.

– **L'Algérie en quelques chiffres 1995.** – Alger, ONS, 1997, 39 + 40 p.

– BENHALIMA Ammour – **Monnaie et régulation monétaire. Référence à l'Algérie.**

Une première partie de ce livre est consacrée à un bref et clair rappel théorique sur la monnaie, son rôle, son action sur l'activité économique et sur le rôle de l'État en matière de monnaie. Est traité également le statut de la monnaie dans l'économie algérienne. Au lendemain de l'indépendance, la monnaie est considérée comme symbole de la souveraineté nationale. Cependant, le système de gestion administrative de l'économie a marginalisé les banques dans leur rôle de collecte des ressources et la monnaie dans l'ajustement des prix. Des circuits parallèles de circulation de la monnaie s'en ont suivis. Depuis 1988, les pouvoirs publics ont adopté une panoplie des mesures afin de réhabiliter la monnaie dans toutes ses fonctions au sein de l'économie.

La deuxième partie traite du système financier des économies d'endettement, et de celui des économies de marchés financiers. Dans le premier système, la régulation monétaire passe par la limitation du crédit. La politique monétaire vise à assurer le financement des entreprises par le crédit qui reste en même temps le moyen de contrôle de la masse monétaire. Les économies de marchés financiers s'appuient sur la finance directe. La base monétaire et les taux d'intérêt sont déterminants dans l'équilibre monétaire. Jusqu'à fin 1990, la régulation monétaire en Algérie correspondait à celle d'une économie d'endettement. A partir de 1991, une nouvelle politique monétaire basée sur la fixation des normes de croissance de la masse monétaire, la déréglementation graduelle des taux d'intérêt, la mise en place de nouveaux instruments de contrôle de l'activité bancaire a vu le jour remplaçant le laxisme qui caractérisait la régulation monétaire de la période précédente.

La réforme est à ses débuts et son succès dépend de la mise en place d'un véritable marché financier, de l'amélioration de la situation financière des entreprises publiques et d'une modification des comportements des agents économiques à l'égard des réformes actuelles. – (Z. T.-R.).

– BENGUERGOURA Chérif – L'agriculture publique et la commercialisation de son produit, *Revue algérienne des sciences juridiques économiques et politiques*, 2, 1997, p. 507-491.

– BENISSAD Hocine – Le plan d'ajustement structurel, *Confluences Méditerranée*, 23, 1997, p. 107-118.

– BOUCHEMAL Salah – **Mutations agraires en Algérie**, Paris, L'Harmattan, 1997, 266 p.

– BOUKRAMI Sid Ali – L'Algérie et la mondialisation, *Finances et Développement au Maghreb*, 19 et 20, 1997, p. 23-32.

- CARUSO Immacolata – L'Algeria, in **Maghreb Algeria Morocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I Caruso, E. Petroncelli, (eds), Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 41-81.
- CHIKHR SAIDI Fatiha – **La Crise de l'eau à Alger : une gestion conflictuelle**. – Paris, L'Harmattan, 1997, 255 p.
- **Indice des prix à la consommation : Ville d'Alger, évolution 1989-1996 : National, 1989-1996**. – Alger, ONS, 1997, 19 p.
- NEMOUCHI Farouk – Rente énergétique, financement et stabilisation macro-économique, *Annales de l'URAMA*, 1, édition 1997, p. 55-62.

MAROC

- ABDELALI Benamour – La croissance entre confiance et fragilité **Le nouveau siècle : revue de stratégie**, 31, 1997, p. 105-107.
- ABESKI Majid, BENBRIK Abdelali – Recettes publiques et gestion du déficit budgétaire, *Cahiers de la fondation Abderrahim Bouabib*, (3), 1997, 51 p.
- ACHOUAL Abdelghafour – Le salaire minimum est-il à l'origine du chômage au Maroc, *Annales marocaines d'économie*, 18-19, 1997, p. 257-270.
- ADILE Hassan – Stratégie de développement régional et structures de marchés locaux d'emploi : le cas du complexe industriel de Jorf Lasfar, *Annales marocaines d'économie*, 18-19, 1997, p. 141-142.
- AKTAOU Abdelmajid – **Économie, histoire et région : une approche novatrice à travers l'expérience de Meknès**, Meknès, s.n., 1997, 273 p.
- **Annuaire statistique du Maroc 1997**. – Rabat : Direction de la statistique, 1997, 572 p.
- **Annual report 1996** – Rabat, BMCE, 1997, n.p.
- AZAM Jean-Paul – Salaire minimum et ajustement structurel au Maroc, *Annales marocaines d'économie*, 18-19, 1997, p. 237-255.
- AZZOUZI Bouzid, TRICHA Mohamed, préf. – **PME et stratégie de développement au Maroc**. – Rabat, A compte d'auteur, 1997, 399 p. (Analyse *supra*).
- BACHIR Hamdouche – **Les relations Maroc-Union européenne à la veille de l'accord de libre-échange**, p. 167-175.
- BADIS Abdelaziz – Spécialisation et avantages comparatifs du Maroc, *Annales marocaines d'économie*, 20, 1997, p. 41-56.
- BAGUARE Abdelilah – Pauvreté et marché du travail urbain au Maroc, *Annales marocaines d'économie*, 18-19, 1997, p. 89-121.
- **Balance des paiements : Premier semestre 1997**. – Rabat, office des changes, 1997, 114 p.

- BARZILAI Joseph, BENMOUSSA Azzeddine, JOUHARI Hamad, et al. – **Tarif fiscal : à jour au 1^{er} janvier 1997**, Casablanca, éd. de l'association marocaine des sociétés, 1997, 110 p.
- BELGHAZI Saad – Déterminants et discrimination des salaires féminins dans le secteur du textile habillement, *Annales marocaines d'économie*, 18-19, 1997, p. 271-302.
- BELKADI Ahmed – Essai sur l'histoire économique-commerciale des Doukkala et d'El Jadida, *Annales marocaines d'économie*, 20, 1997, p. 91-108, carte.
- BELKADI Ahmed – L'impact de l'émigration internationale sur le secteur tertiaire dans le milieu urbain du Souss, sud-marocain, *Cahiers du CEMMM*, 5, 1997, p. 111-118.
- BELKAHIA Rachid – Le marché des actions de la bourse des valeurs de Casablanca : renouveau et perspectives, *Gestion et Société*, 26, 1997, p. 97-104.
- BENISSAD Hocine – Le plan d'ajustement structurel, *Confluences Méditerranée*, 23, 1997, p. 107-118.
- BENHALIMA Hassan, préf. – **La Ville d'Agadir : Reconstruction et politique urbaine**. – Agadir, GERSM, 1997, 217 p.
- BOUGHZALA Mongi – Les effets du libre-échange sur la main-d'œuvre : le cas de la Tunisie et du Maroc *Revue internationale du travail*, 136, 3, automne 1997, p. 413-437.
- BOUHARROU Ahmed – **Le système marocain de relations professionnelles : pour une meilleure adaptation aux mutations économiques et sociales et aux besoins des partenaires sociaux**. Rabat, REMALD, coll. Thèmes actuels 6, 1997, 133 p.
- BOUSSETTA Ahmed – Les incitations fiscales à l'investissement industriel et développement régional, *Revue de droit et d'économie*, 14, 1997, p. 133-143.
- BOUTALEB Abderrahim – Les énergies renouvelables au Maroc : bilan et perspectives, *Cahiers de la documentation marocaine*, (3), 1997, p. 113-122.
- BOUHIA Abdesselam – La validation empirique de la théorie du salaire d'efficacité : une étude économétrique sur un panel d'entreprises marocaines, *Annales marocaines d'économie*, 18-19, 1997, p. 205-235.
- CHARQI Mimoun – **Sur les garanties du crédit au Maroc**, Abdellah Lahlou (préf.), Rabat, impr. Al Maarif el Jadida, 1997, 160 p.
- CHORFI Zouheir, JAIDI Larabi – Dépenses publiques et gestion du déficit budgétaire, *Cahiers de la fondation Abderrahim Bouabid*, (4), 1997, 52 p.
- Crédit et investissement privé : renforcement des ressources en perspective, *Bulletin du centre marocain de conjoncture*, 16, 1997, p. 69-74.

- DEBBAGH Amina – La relation formation-emploi et le développement du secteur informel, *Annales marocaines d'économie*, 18-19, 1997, p. 181-194.
- EL HARRAS Mohamed Larbi. – **Secteur privé au Maroc et ses structures représentatives : Etude de cas des chambres de commerce et d'industrie.** – Rabat, Impr. Élite, 1997, 150 p.
- EL JAI Mustapha, BENJELLOUN Othman, préf. – **Le Crédit jeunes promoteurs : Diagnostic et devenir.** – Casablanca, Impr. Najah El Jadida, 1997, 194 p.
(Analyse *supra*).
- GUERRAOUI Driss – De l'emploi à la gestion des ressources humaines, *Annales marocaines d'économie*, 18-19, 1997, p. 195-204.
- GOLDIN Ian, ROLAND-HOST David – Economic policies for sustainable resource use in Morocco (with emphasis on water) in **The greening of economic policy reform** – vol. 2, Case studies, Wilfrido Cruz (ed.), Washington, World Bank, 1997, p. 55-76.
- Investissement et nouveau contexte, *Bulletin du centre marocain de conjoncture*, 16, 1997, 91 p.
- JAMRANI Abderrahim – Réflexion sur la problématique de l'électrification rurale au Maroc, *Cahiers de la documentation marocaine*, 3, 1997, p. 79-87.
- JORDAN GALDUF Joseph M. – Spanish-Moroccan economic relations, *Mediterranean politics*, 2, 1, 1997, p. 49-63.
- **Le Maroc en chiffres 1996.** – Rabat, BMCE, 1997, 139 p.
- MAGNIEN Jean-Louis – **Guide de la Bourse au maroc** – Casablanca, Healdine, 1997, 301 p.
- MAHMOUKI Saïd – **Condition de développement de la flotte marchande au Maroc**, Th. Géo., Univ. Paul-Valéry III, Montpellier, 413 p.
- MANSOURI Brahim – Indicateurs simples et indices agrégés du développement boursier : cas du Maroc, *Annales marocaines d'économie*, 20, 1997, p. 69-90.
- MEZZINE Abdallah – Ajustement structurel et ressources internes, un problème de convergence, *Annales marocaines d'économie*, 20, 1997, p. 5-20.
- MOUMNINE Ahmed – Port : « Tanger atlantique » sera construit par des privés, *Le nouveau siècle : revue de stratégie*, 31, 1997, p. 39-41.
- NACIRI Mohammed – **Les montagne marocaines : de centralité à la marginalisation**, p. 51-69. (Voir notice complète classée sous ROUX).
À travers son histoire, le Maroc a pu voir la montagne occuper le centre du système socio-politique. C'est le cas avec la dynastie des Almohades. L'articulation entre les différents espaces méditerranéen, montagnard, saharien et atlantique s'affaiblissait à partir de la prise de Sebta (1450). Une marginalisa-

tion de l'espace montagnard est née. La centralité de l'Atlas fondée sur les échanges actifs avec le Sahara s'amenuisait.

En dehors de la centralité politique de l'Atlas, ce dernier a longtemps assuré un rôle essentiel dans la reproduction de la société et de la culture marocaine. Pendant la période coloniale, la montagne a été arbitrairement marginalisée et isolée. Depuis l'indépendance, on enregistre un retard dans l'insertion de l'espace montagnard dans la configuration nationale malgré les efforts de desserrer l'enclavement : des efforts insuffisants. Cependant, un changement est entrain de s'opérer en assurant une vision globale du problème avec une considération de la relation dégradation de l'environnement et présence humaine. – (Z. T.-R.).

– Profil de croissance : l'économie marocaine en 1996 forte inflexion conjoncturelle, *Bulletin du centre marocain de conjoncture*, 17, 1997, p. 22-34.

– Quatre décennies de raffinage, *Cahiers de la documentation marocaine*, 3, 1997, p. 31-40.

– RABAH Bouchta – Le pétrole, *Cahiers de la documentation marocaine*, 3, 1997, p. 13-30.

– RACHIDI El Ghazouani – Le plan et la région, *Le nouveau siècle : revue de stratégie*, 31, 1997, p. 141-144.

– **Rapport sur l'exercice 1996 présenté à Sa Majesté le Roi.** – Rabat, Bank al Maghrib, 1997, 135 p.

– SBAI EL IDRISSE Lahsen – La dette publique intérieure marocaine face aux contraintes financières et à la nécessité de la modernisation, *Annales marocaines d'économie*, 20, 1997, p. 21-39.

– SEBTI Kemal – **L'Entreprise marocaine et la problématique de la mise à niveau : Méthodologie pratique du diagnostic organisationnel.** – Casablanca, Experdada éditions, 1997, 166 p.

– Système productif, *Bulletin du centre marocain de conjoncture*, 17, 1997, p. 34-62.

– TIMOULE Abdelkader – La nécessaire relance de la flotte marchande marocaine, *Le nouveau siècle : revue de stratégie*, 31, 1997, p. 100-103.

– VENDITO Bruno – Il Marocco, in **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I Caruso, E. Petroncelli, (eds), Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 83-119.

– ZAID Mohamed – **La terminologie économique**, Marrakech, éd. El badii, 1997, 263 p.

– ZINE EDDINE Driss – L'emploi informel urbain : essai de quantification, *Annales marocaines d'économie*, 18-19, 1997, p. 161-179.

TUNISIE

- ABID Fathi – **Évaluation des options sur un horizon unipériodique : application au contexte tunisien**, p. 199-219.
Rmq article trop technique, mais il y a un résumé dans la revue.
- **Annuaire statistique de la Tunisie 1995**. – Tunis, INS, 1997, vol. 38, 255 p.
- BARKATI Chelby, ed. – **Le Dictionnaire de la douane et de la réglementation douanière tunisienne**. – Tunis, ed. CLE, 1997, 125 p.
- BEN NACEUR Samy, OMRI Abdelwahed – Sous-évaluation des sociétés introduites sur la bourse émergente de Tunis (1991-1995), *Mondes en développement*, 97, 1997, p. 33-43.
- BEN ROMDHANE Mahmoud – L'accord de libre-échange entre la Tunisie et l'Union européenne : un impératif, des espoirs, des inquiétudes, *Confluences Méditerranée*, 21, 1997, p. 49-64.
- BDIRA Habib, ed. – **Le Dictionnaire de la banque et de la réglementation bancaire tunisienne**. – Tunis, ed. CLE, 1997, 291 p.
- BOUDHIAF Messaoud, HAMOUDA Bisma, MZOUGUI Najeh – Zone de libre-échange Tunisie-U.E. et politique commerciale tunisienne, *Études internationales*, 67, 2, 1997, p. 5-34.
- Les Comptes de la nation : Base 1983 : **Agrégats et tableaux d'ensemble 1983-1995**. – Tunis, INS, 1997, 185 p.
- CONTE Emilio – La Tunisia, in **Maghreb Algeria Marocco Tunisia verso uno sviluppo sostenibile**, I Caruso, E. Petroncelli, (eds), Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 121-147.
- DAMMAK Oum Kalthoum – L'industrie électrique et électronique en Tunisie, *Revue Tunisienne des sciences sociales*, 48-49, 1997, p. 81-114.
- EL MANOUBI Khaled – Le Pôle industriel de Gabès et son impact sur le développement du sud tunisien, *Revue Tunisienne des sciences sociales*, 48-49, 1997, p. 115-136.
- ELMOUMI – **Politique agricole, programme de développement rural et zones défavorisées. Le cas de la Tunisie**, p. 71-93. (Voir notice complète classée sous ROUX).
- La Tunisie connaît une crise de l'agriculture et du monde rural. Dans la stratégie de développement de l'après indépendance, une prééminence de l'agriculture a été consacrée et l'industrie devait servir la valorisation des matières premières. Dans une deuxième phase, l'économie tunisienne s'assurait de son insertion dans la division internationale du travail. L'agriculture est destinée alors à fournir les produits de base pour les masses urbaines. La priorité est donnée à l'industrie manufacturière. Les réformes du début des années 1980 ont été freinées par la crise et l'application des PAS. Un désengagement de l'État s'en est suivi. La situation

de l'agriculture ne s'est pas améliorée et des disparités régionales séparent un monde rural d'un monde urbain : un déséquilibre qui a été entretenu par la politique des pouvoirs publics.

Après l'indépendance, les actions de l'État tunisien ne visaient pas toute la zone, mais traduisait la volonté de faire émerger une couche d'agriculteurs aptes à s'adapter à l'économie de marché. D'un programme de développement régional des années 1970, l'État tunisien est passé à des programmes de développement rural intégré. L'action de l'État a été très importante vu les moyens mobilisés. Cependant, les différentes initiatives ont manqué de cohérence entre elles. De même la relation entre secteur agricole et autres secteurs a été négligée, empêchant une diversification des activités. – (Z. T.-R.).

- HAMZA Aïda, ed. – **Aide mémoire technique et réglementation sur le chèque et la lettre de change.** – Tunis, ed. CLE, 1997, 141 p.
- HERGLI Moncef, BELHARETH Abdelwahed – Marché de l'emploi et répartition salariale, dans le contexte de l'ajustement structurel en Tunisie, *Mondes en développement*, 25 (97), 1997, p. 45-60.
- MIOSSEC Jean-Marie – (La Tunisie et le tourisme), *Bulletin de l'association des géographes français*, 1, 1997.
- OUALI H., ed. – **Le Dictionnaire du droit et de la comptabilité des sociétés tunisiennes.** – Tunis, ed. CLE, 1997, 127 p.
- PARTOW Zeinab, MINK Stephen D. – Tunisia livestock policies and environmental impacts during economic adjustment. In **The greening of economic policy reform**, vol. 2, case studies, Wilfrido Cruz (ed.), Washington, World Bank, 1997, p. 165-188.
- (*Statistiques 1997*) – **Bulletin mensuel de Statistique, Tunis, INS, 481-492, 1997.**
- **Statistiques du commerce extérieur : 27 : 1996.** – Tunis, INS, 1997, 405 p.
- **Le Système comptable des entreprises.** – Tunis, Impr. Officielle, 1997, 110 + 85 p.
- **La Tunisie en chiffres 1995.** – Tunis, INS, 1997, vol. 33, 89 p.

Bibliographie en langue arabe¹

- الآجري خير الدين. - المختصر الكامل لتقنيات القروض البنكية
وعمليات الخصم.
- al-ÂJIRÎ Khayr al-Dîn. - **Précis de techniques des prêts bancaires et des procédures.** Tunis, Dâr Ismahât fî Adabiyât al-Mu'assasa, 1996, 121 p.
- بشنة سعد. - مساهمة الاصلاحات الاقتصادية وحدودها في حل أزمة
المؤسسات العامة.
- BACHNA Sa'd. - **L'apport et les limites des réformes économiques dans la résolution de la crise des entreprises publique algériennes.** Correspondance, vol. 38, n° 1, 1996, p. 2-8.
- بن بابة الشيخ بلحاج محمد. - الاستثمار وإقتصاد السوق بين الأصالة
والعصرية.
- BAN BÂBA al-CHAYKH BALHÂJJ Muhammad. - **L'investissement et l'économie de marché : entre authenticité et modernité.** Qonstantine, Dâr al-Ba'th, 1996, 301 p.
- البورقادي فاطمة، وآخرون. - الجهة الجهوية والتنمية الجهوية.
- al-BÛRQÂDÎ Fâtima et al.. - **La région, le régionalisme et le développement régional.** Casablanca, Dâr al-Nachr al-Maghribiyya, 1996, 199 p.
- بوليف نجيب. - التطبيع الاقتصادي.
- BÛLÎF Najîb. - **La normalisation économique.** Casablanca, Manchûrât al-Furqân, 1996, 153 p.
- البياتي عدنان هزاع. - الفقر والتدهور البيئي في الوطن العربي.
- al-BAYÂTÎ 'Adnân Huzâ'. - **La pauvreté et la dégradation de l'environnement dans le monde arabe.** Chu'ûn 'Arabiyya, 86, juin 1996, p. 70-86.
- رشيد أمين. - تطورات الجات، أسبابها وأثرها على البلدان العربية.
- RACHÎD Amîn. - **Les évolutions du GATT, causes et impact sur les**

1 La saisie et la mise en forme de cette bibliographie en langue arabe ont été réalisées avec l'aimable collaboration de M. Mounir ARBACH, chercheur associé à l'IREMAM-MMSH.

pays arabes. Chu'ûn 'Arabiyya, 86, juin 1996, p. 199-219.

- شمعون شمعون. - البورصة، بورصة الجزائر.

- CHAM'ÛN Cham'ûn. - **La Bourse : la Bourse d'Alger.** 1996, 191 p.

- صالحى صاح. - **التبعية الغذائية واستراتيجية تحقيق الامن الغذائي في إطار التكامل بين أقطار المغاربة.**

- SÂLHÎ SALAH. - **La dépendance alimentaire et la stratégie de réalisation de la sécurité alimentaire dans le cadre de la complémentarité entre les pays du Maghreb.** al-Mustaqbal al-'Arabî, 211, septembre 1996, p. 105-128.

- عرباجي أحمد. - **إقتصاد المؤسسة : أهمية التنظيم، ديناميكية الهياكل.**

- 'ARBÂJÎ Ahmad. - **L'économie de l'entreprise : l'importance de l'organisation et le dynamisme des structures.** 1996.

- الكراوي إدريس. - **الاقتصاد المغربي : التحولات والرهانات.**

- al-KARÂWÎ Idrîs. - **L'économie marocaine : mutations et enjeux.** Casablanca, Dâr al-Nachr al-Maghribiyya, 1996, 127 p.

- محجوب عزام. - **مشروع تكوين منطقة تبادل حر بين بلدان المغرب العربي والإتحاد الاوروبي.**

- MAHJÛB 'Azzâm. - **Le projet de la constitution d'une zone de libre échange entre les pays de Maghreb et L'union Européenne.** al-Hawliyyât al-Maghribiyya li-l-Iqtisâd, 14, 1996, p. 19-30.

- المعطى سهيل. - **غلاء المعيشة في المغرب : ١٩٥٦-١٩٩٦.**

- al-MU'TÂ Suhayl. - **La hausse du niveau de vie au Maroc : 1956-1996.** Casablanca, Dâr al-Nachr al-Maghribiyya, 1996, 103 p.

- محمد عبد الشفيق عيسى. - **النظام الاقتصادي العالمي في مرحلة إنتقالية، «دراسة في الاقتصاد السياسي الدولي مع إشارات الى الوطن العربي».**

- MUHAMMAD 'ABD al-CHAFÎ 'Isâ. - **L'ordre économique mondial en période de transition, "étude de l'économie politique internationale, le cas du monde arabe".** Le Caire, al-Ahrâm, al-Siyâsa al-Duwaliyya, 124, avril 1996, p. 199-219.

- النمر رفعت صدقي. - **العرب-الجات «الجات» والزلازل الاقتصادية الجديد.**

- al-NIMR RIF'AT Sidqî. - **Les Arabes et le GATT, "GATT" le nouveau séisme économique.** al-Masârif al-'Arabiyya, 185, mai 1996, p.

68-77.

- هيل عجمي جميل.. الآثار المحتملة للإتحاد الاوروبي على البلاد العربية.
- HAYL 'AJAMÎ Jamîl. - **Les effets probables de l'Union Européen sur le monde arabe.** Chu'ûn 'Arabiyya, 86, juin 1996, p. 144-162.

Généralités

- اتحاد المغرب العربي للإقتصاديين. عولمة الاقتصاد والاندماج الجهوي وإعادة الهيكلة بالمغرب العربي. الأيام الدراسية المغربية (الرباط-تونس). (١٩٩٥).

- **Ittihâd al-Maghrib al-'Arabî li-l-Iqtisâdiyyîn. L'informatisation de l'économie, l'intégration régionale et la restructuration dans le Maghreb.** Rabat, Ittihâd al-Maghrib al-'Arabî li-l-Iqtisâdiyyîn, 1996, 376 p.

- التطورات المصرفية و النقدية في الجماهيرية العظمى.

- **Masraf Lîbyâ al-Markazî. Les évolutions monétaires et de changes dans la Grande Jamâhiriyya.** al-Nachra al-Iqtisâdiyya, n° 1-3, 1996, p. 1-9.

- المغرب اليوم. الرباط : وزارة الاتصال.

- **Le Maroc aujourd'hui.** Rabat, Wazârat al-Ittisâl., 1996, 198 p.

- مركز ليبيا المركزي. القاعدة النقدية في الجماهيرية العظمى.

- **Markaz Lîbyâ al-Markazî. L'étalon monétaire dans la Grande Jamâhiriyya.** al-Nachra al-Iqtisâdiyya, n° 4-6, 1996, p. 1-8.

- منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية : أكادير. مدينة تيزينت وباديتها في الذاكرة التاريخية والمجال والثقافة.

- **Manchûrât Kulliyat al-Âdâb wa-l-'Ulûm al-Insâniyya : Agadir. La ville de Tîznît et sa campagne : histoire, espace et culture.** Rabat, Matba'at al-Ma'ârif al-Jadîda, 1996, 380 p.

- النقابة الوطنية للصحافة المغربية. إقتصاديات الإعلام، قطاع الصحافة المكتوبة بالمغرب : وقائع.

- **al-Naqâba al-Wataniyya li-l-Sahâfa al-Maghribiyya. Les économie de l'information : le secteur de la presse écrite au Maroc : événements.** Rabat, Jam'iyyat al-Iqtisâdiyyîn al-Maghârîba, n.p., 1996.